

RCS : ARRAS
Code greffe : 6201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ARRAS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00867
Numéro SIREN : 841 092 133
Nom ou dénomination : SL2H

Ce dépôt a été enregistré le 20/03/2019 sous le numéro de dépôt 3574

SL2H

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros

Siège Social : ZAL de la Canarderie Bat B **GREFFE DU TRIBUNAL**
62880 Pont à Vendin

841 092 133 RCS ARRAS

20 MARS 2019

DE COMMERCE D'ARRAS

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 31 DECEMBRE 2018**

Le 31 Décembre 2018 à 9 heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'Assemblée Générale entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Laurent HUPEZ, Président associé de la Société.

Madame QUERRET Charlotte, Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement informée, n'assiste pas à l'assemblée.

Selon la feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président, les associés présents possèdent 1 000 actions sur les 1 000 actions composant le capital social. L'Assemblée Générale est donc régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée Générale :

- .La copie de la lettre de convocation adressée à l'associée dans les conditions prévues par la loi et les statuts ;
- .La copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes ;
- .Les statuts de la Société ;
- .La feuille de présence ;
- .Le projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale ;
- .Le rapport du Président ;

Le Président déclare que tous les documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés à l'associée et tenus à sa disposition, au Siège Social, depuis la convocation de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale lui donne acte de ces déclarations.

Puis, le Président rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Commissaire aux apports,
- Approbation des apports en nature consentis à la Société, de leur évaluation et de leur rémunération,

2/ SH

- Augmentation du capital en rémunération de l'apport en nature par la création de 217 500 actions nouvelles,
- Modification corrélative des articles 7 et 8 des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture à l'Assemblée Générale de son rapport.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte. Diverses observations sont échangées.

Puis plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Président,
- du contrat d'apport en date du 20 décembre 2018, aux termes duquel Monsieur et Madame HUPEZ ont fait apport à la Société SL2H de la pleine propriété respectivement de 352 et 83 actions soit un total de 435 actions de la société 2AF, SAS au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 Pont à Vendin, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'ARRAS sous le N° 441 499 084, représentant un total de 62.14 % du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport étant évalué à cinq cents (500) euros l'action ;
- du rapport de la société IN EXTENSO NORD AUDIT, Commissaire aux apports désigné par décision unanime des associés en date du 3 décembre 2018.

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
ARRAS 1

Le 12/02/2019 Dossier 2019 00005830, référence 6204P01 2019 1 00062
Enregistrement : 375 € Penalités : 38 €
Total liquidé : Quatre cent treize Euros
Montant reçu : Quatre cent treize Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Jean Louis ROBAR
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social d'un montant de deux cent dix sept mille cinq cents (217 500) euros pour le porter, de mille (1 000) euros à deux cent dix huit mille cinq cents (218 500) euros par voie de création de 217 500 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, entièrement libérées, et attribuées à Monsieur et Madame HUPEZ en rémunération de leur apport à savoir :

A Monsieur Laurent HUPEZ..... 176 000 actions

A Madame Stéphanie HUPEZ 41 500 actions

Les actions créées seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales, elles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

1/4 SH.

Les apporteurs auront seuls droit aux dividendes attachés aux actions apportés, dont la distribution est décidée avant la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

Ces dividendes seront acquis à la société bénéficiaire si la décision de distribution intervient après la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

ARTICLE 7 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté le paragraphe suivant :

- Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 217 500 euros par création de 217 500 actions nouvelles d'une valeur de 1 euro émises au prix de 1 euro, correspondant à la rémunération de l'apport en nature consenti par Monsieur et Madame HUPEZ respectivement de 352 et 83 actions de la SAS 2AF.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent dix huit mille cinq cents (218 500) euros et divisé en 218 500 actions toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de un euro (1 euro) intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

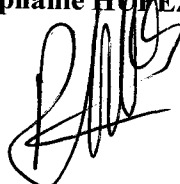
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés.

Laurent HUPEZ



Stéphanie HUPEZ



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Laurent HUPEZ
Né le 09/08/1975 à Lille (59)

Et

Madame Stéphanie HUPEZ née PLUQUIN
Née le 26/11/1972 à Lille (59)

Tous deux de nationalité Française

Demeurant ensemble au 56 rue Jules Watteeuw, 59223 Roncq

Mariés ensemble sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 aout 1997 à Pérenchies, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Ci-après dénommés « L'apporteur ou les apporteurs »

d'une part,

Et

La société SL2H

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros
Dont le Siège Social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 Pont à Vendin

Immatriculée au RCS ARRAS sous le numéro 841 092 133

Représentée par Monsieur Laurent HUPEZ, Président de la société, régulièrement habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - APPORT

Les apporteurs, soussignés de première part, apportent à la société bénéficiaire, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées, ce qui est accepté par Monsieur Laurent HUPEZ, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

LS / SH

Description des biens apportés

La pleine propriété de 435 actions sociales (soit 352 actions de Monsieur Laurent HUPEZ et 83 actions de Madame Stéphanie HUPEZ) de la société 2AF SAS au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 Pont à Vendin, immatriculée sous le numéro 441 499 084 RCS ARRAS, représentant 62.14% du capital et des droits de vote de ladite société.

Cette société a pour objet : La fabrication de stores et d'articles de textiles de plein air, et accessoirement des différents articles s'y rapportant.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2017.

Le chiffre d'affaires réalisé au 31 décembre 2017 s'élève à 4 461 601 euros.

Le résultat dégagé est un bénéfice de 117 529 euros et les capitaux propres ressortent à 399 589 euros.

Monsieur Laurent HUPEZ exerce les fonctions de Président de ladite société.

La société a pour commissaire aux comptes Madame Charlotte QUERRET 33 Rue de Roubaix 59200 TOURCOING.

L'apport des droits sociaux de la société 2AF net de tout passif, est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

Les apporteurs déclarent que :

La société 2AF a été valablement constituée et existe conformément au droit français.

Elle n'est pas en état de cessation des paiements. Elle n'a jamais fait l'objet de procédure collective, de redressement ou liquidation judiciaire, ni de procédure d'alerte et son capital est intégralement libéré.

Comptes sociaux

Les principes de droit français relatifs à l'établissement des comptes annuels ont été appliqués et respectés par la société 2AF.

Les comptes annuels ont été régulièrement approuvés et ne font l'objet d'aucune réserve. Ils donnent une image fidèle et sérieuse de la société 2AF à cette date.

Engagements hors bilan

La société 2AF n'a donné aucune garantie, caution ou aval et il n'existe aucun engagement hors bilan de quelque nature que ce soit.

Plus généralement, il n'existe aucun engagement, de quelque nature que ce soit, mettant à la charge de la société 2AF une obligation ou une charge excédant, par sa durée ou son ampleur, le cours habituel des affaires.

Polices d'assurances

La société 2AF est convenablement et suffisamment assurée et est à jour du paiement de ses primes. Aucun fait ou litige n'est, à la connaissance de l'apporteur, de nature à remettre en cause la garantie des assureurs.

LA SA

Réglementation sociale de la société

La société 2AF s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation sociale qui lui est applicable.

Elle a établi l'ensemble des déclarations sociales obligatoires et a procédé au règlement de l'ensemble des cotisations dues aux différents organismes sociaux français. Elle est valablement affiliée à l'ensemble des organismes sociaux dont elle relève.

Réglementation fiscale

La société 2AF s'est conformée, jusqu'à ce jour, à la réglementation fiscale qui lui est applicable et a acquitté tout impôt, taxe, droit, charge ou constitué des provisions correspondantes si ceux-ci ne sont pas exigibles.

Participations dans d'autres sociétés

La société 2AF ne détient aucun titre de participation dans d'autres sociétés.

Gestion de la société

Il n'y a pas eu de changement important affectant la situation financière ou commerciale de la société 2AF depuis la clôture des derniers comptes annuels, qui ont été régulièrement communiqués à la société bénéficiaire, qui le reconnaît.

L'apporteur s'engage à dédommager la société bénéficiaire de tout préjudice qu'elle pourrait subir résultant :

- de tout passif non comptabilisé ou insuffisamment provisionné dans les comptes au 31 décembre 2017 ou de toute augmentation d'un poste de passif par rapport auxdits comptes, pour autant que ledit passif ait une cause ou une origine antérieure au 31 décembre 2017 ;
- de toute inexactitude de l'une des garanties ci-dessus.

La société bénéficiaire devra informer l'apporteur des faits donnant lieu à une réclamation au titre de la présente garantie dans les 8 jours ouvrés suivants la date à laquelle la société bénéficiaire en aura eu effectivement connaissance.

L'apporteur aura seul la maîtrise de la défense de ses intérêts au titre des réclamations.

Il pourra être appelé en garantie, et la société bénéficiaire pourra lui adresser des réclamations au titre de la présente garantie, pendant un délai de 36 mois à compter de la réalisation définitive de l'apport.

Evaluation des droits sociaux apportés

Les droits sociaux apportés ont été évalués à deux cent dix sept mille cinq cents (217 500) euros.

L'évaluation ci-dessus retenue a été soumise à la société IN EXTENSO NORD AUDIT 46 Rue des Canoniers 59000 LILLE, désignée en qualité de Commissaire aux apports par décision des associés en date du 3 décembre 2018.

Une copie du rapport de la société IN EXTENSO NORD AUDIT, Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

LA SH

ARTICLE 2- REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à deux cent dix sept mille cinq cents (217 500) euros , il sera attribué aux apporteurs à savoir :

A Monsieur Laurent HUPEZ176 000 actions nouvelles de UN
(1) euro chacune,

A Madame Stéphanie HUPEZ..... 41 500 actions nouvelles de UN
(1) euro chacune,

Soit un total de217 500 actions nouvelles de un
(1) euro

entièrement libérées, de la Société SL2H, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les apporteurs auront seuls droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, dont la distribution est décidée avant la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

Ces dividendes seront acquis à la société bénéficiaire si la décision de distribution intervient après la date d'entrée en jouissance, quelle que soit la date de mise en paiement de ces dividendes et l'exercice social auquel ils se rapportent.

ARTICLE 3 - CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- Etablissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels, rapport qui sera déposé 8 jours au moins avant la date de l'assemblée générale devant statuer sur l'augmentation de capital au Greffe du Tribunal de commerce.
- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale des associés.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, à défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 4 - DECLARATION DES APORTEURS

Monsieur et Madame HUPEZ déclarent chacun en ce qui le concerne que :

LA SH

- les actions apportées leur appartiennent pour les avoir acquises, lors de leur souscription initiale au capital de la société
- que les actions apportées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur apport à la SAS SL2H
- que les actions apportées n'ont pas fait l'objet d'un transfert en garantie, ne sont gagées en aucune manière au profit d'un tiers et qu'ils en ont la libre disposition,
- qu'ils n'ont jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement ou liquidation judiciaire et que leur patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation

ARTICLE 5 - ELECTION DU DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- les apporteurs en leur domicile personnel indiqué en tête des présentes ;
- la société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 6 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 7 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en 6 exemplaires.

A PONT A VENDIN.

Le 13 décembre 2018.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
ARRAS 1
Le 12/02/2019 Dossier 2019 00005840, référence 6204P01 2019 A 00465
Enregistrement : 125 € Penalités : 13 €
Total liquidé : Cent trente-huit Euros
Montant reçu : Cent trente-huit Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Jean Louis ROBART
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

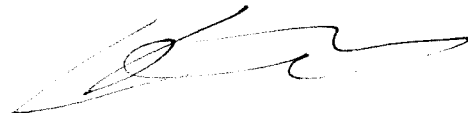
Laurent HUPEZ
Apporteur



Stéphanie HUPEZ
Apporteur



Pour SL2H
Bénéficiaire
Laurent HUPEZ



LA SH.

In Extenso

In Extenso Nord Audit

46 rue des Canonniers
BP 10237
59002 Lille cedex

Tél. : +33 (0)3 20 21 98 60
Fax : +33 (0)3 20 51 31 55
lillecanonniers@inextenso.fr
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
APPORTS SUR LES APPORTS
EFFECTUES PAR**

**Monsieur Laurent HUPEZ
à
La SAS SL2H**

SH

Siège social : 46 rue des Canonniers - BP 10237 - 59002 Lille cedex - Tél : 03 20 21 98 60 - Fax : 03 20 51 31 55 - lillecanonniers@inextenso.fr
SARL de commissariat aux comptes au capital de 100 000 € - 483 472 940 RCS Lille Métropole - Code NAF 6920Z - N° TVA FR45 483 472 940
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de DOUAI

Une entité du réseau Deloitte.

In Extenso

In Extenso Nord Audit

46 rue des Canonniers
BP 10237
59002 Lille cedex

Tél. : +33 (0)3 20 21 98 60
Fax : +33 (0)3 20 51 31 55
lillecanonniers@inextenso.fr
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

SAS SL2H

Société par Actions Simplifiée
au capital de 1000 euros

ZAL de la Canarderie BAT B
62800 PONT A VENDIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Monsieur, Madame

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés de la société SAS « SL2H » en date du 3 décembre 2018 concernant les apports en nature devant être effectués par Monsieur Laurent HUPEZ à la société SAS « SL2H », nous avons établi le présent rapport prévu par l'article 223-9 du Code de commerce.

Les apports en nature ont été arrêtés dans le contrat d'apport signé par l'apporteur.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées d'une part à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle corresponde au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, et d'autre part à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports,
2. Diligences et appréciation de la valeur des apports,
3. Conclusion.

SH

2

In Extenso

1. Présentation de l'opération et description des apports

1.1.1 Sociétés et personnes concernées

Apporteur :

Monsieur Laurent HUPEZ, demeurant à RONCQ (59223), 56 rue Jules WATTEEUW.

De nationalité française, né à LILLE (59000), le 9 aout 1975.

Marié avec Madame Stéphanie HUPEZ née PLUQUIN sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 aout 1997 à Pérenchies, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Société dont les titres sont apportés :

La société SAS « 2 AF » est une Société par Actions Simplifiée au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 441 499 084 RCS ARRAS.

Son objet social porte principalement sur:

La fabrication de stores et d'articles de textiles de plein air, et accessoirement des différents articles s'y rapportant.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La participation, directe ou indirecte, de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Société bénéficiaire des apports

La société SAS « SL2H », est une Société par Actions Simplifiée au capital de 1000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 841 092 133 RCS ARRAS.

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise d'intérêt, sous quelque forme que ce soit, et notamment par souscription ou achat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts, titres cotés ou non cotés, dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit.
- L'assistance de ces sociétés et entreprises par la fourniture de services de toute nature, notamment sur le plan administratif, commercial, comptable, marketing, le financement, la gestion, le contrôle, la direction de ces sociétés et entreprises en vue de favoriser leur développement.
- La gestion de toutes participations, et l'activité de conseil aux entreprises en général.
- La propriété, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux, contrats de capitalisations et autres produits financiers portant intérêt ou tous autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscription de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation directe ou indirecte et la cession de tous procédés, brevets et marques.
- L'emprunt, le cautionnement simple ou hypothécaire nécessaire à la réalisation de l'objet social.

LA SH

2

In Extenso

- Toutes opérations quelconques pouvant contribuer à la réalisation des activités précitées.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.
- Généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

1.1.2 Jouissance

La société bénéficiaire de l'apport aura la pleine propriété et la jouissance des actions apportées à compter de la date d'effet retenue par les associés de la décision relative à l'opération d'augmentation de capital par voie d'apports en nature.

1.1.3 Aspects juridiques,

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le contrat d'apport.

1.2 Désignation des éléments apportés

1.2.1 Actions

L'apporteur, Monsieur Laurent HUPEZ, apporte en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, à la Société Bénéficiaire, ce qui est accepté pour le compte de celle-ci par Monsieur Laurent HUPEZ, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

352 actions qu'il détient dans le capital social de la société SAS « 2 AF », Société par Actions Simplifiée au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 441 499 084 RCS ARRAS.

Les actions apportées d'une valeur nominale de 80 Euros chacune, sont estimées à 500 Euros l'une en pleine propriété.

L'apporteur atteste avoir la libre disposition des 352 actions apportées, lesquelles notamment ne sont pas affectées en garantie au profit de quiconque.

L'apporteur déclare qu'il est propriétaire des 352 actions apportées pour les avoir acquises, lors de la souscription initiale au capital de la société « 2 AF ».

1.3 Evaluation des apports

La valorisation retenue pour l'apport des 352 actions sur les 700 actions composant la totalité du capital social de la SAS « 2 AF » a été arrêtée à 500 Euros par action, soit une valeur totale de cent-soixante-seize mille Euros (176 000 €).

LA SH.

2

In Extenso

1.4 Rémunération des apports

L'apport des actions de la SAS « 2 AF » évalué globalement à la somme de cent-soixante-seize mille Euros (176 000 €) est consenti moyennant la rémunération suivante :

Attribution à Monsieur Laurent HUPEZ de cent-soixante-seize mille actions (176 000) nouvelles entièrement libérées à créer par la Société Bénéficiaire d'une valeur nominale d'un Euro chacune pour un montant de cent-soixante-seize mille Euros (176 000 €).

1.5 Droits des parts sociales nouvelles

Les 176 000 actions nouvelles seront créées avec jouissance dans les conditions fixées au paragraphe 1.1.2 du présent rapport.

1.6 Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée aux conditions suspensives suivantes :

- Etablissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels, rapport qui sera déposé 8 jours au moins avant la date de l'assemblée générale devant statuer sur l'augmentation de capital au Greffe du Tribunal de commerce.
- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale des associés.
- La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, à défaut le présent contrat sera considéré comme non venu, sans indemnité de part ni d'autre.

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission, pour apprécier la valeur attribuée à ces apports et s'assurer que ceux-ci ne sont pas surévalués.

Nous nous sommes entretenus avec les représentants du cabinet TRIGONE CONSEIL ayant traité l'évaluation des apports dont Madame Sophie LOYE ayant traité les aspects juridiques, afin de comprendre l'opération envisagée ainsi que le contexte juridique et économique dans lequel elle se situe.

Nous avons vérifié la réalité des éléments transmis à la société bénéficiaire des apports.

Nous avons vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant.

Nous avons pris connaissance de l'activité de la société « 2AF » depuis la clôture des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 avec la situation comptable au 30 novembre 2018.

2.1 Appréciation des valeurs individuelles

Nous avons examiné la valeur proposée, pour les actions de la société SAS « 2 AF » détenues par Monsieur Laurent HUPEZ et faisant l'objet dudit contrat d'apport.

Le capital de la société SAS « 2 AF » est composé de 700 actions dont 352 actions sont apportées à la SAS « SL2H ».

2A SH

2

In Extenso

Nous avons analysé l'évolution de la société SAS « 2 AF » au travers de ses comptes sociaux au 31 décembre 2017 tels qu'ils nous ont été transmis par le Cabinet TRIGONE CONSEIL et de la situation comptable au 30 novembre 2018.

Nous avons comparé la valeur retenue pour les actions apportées décrite dans le contrat d'apport avec différentes méthodes d'évaluation patrimoniale, d'EBE « reconstitué » et chiffre d'affaires et de capitalisation et nous nous sommes assurés que la méthode retenue pour les apports s'élève au minimum à 176 000 Euros au regard des perspectives et de l'environnement future de l'officine.

Nous nous sommes assurés, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de faits ou d'événements significatifs susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

L'approche proposée n'appelle pas d'observation de notre part.

2.2 Approche directe de la valeur des apports

Nous avons rapproché directement la valeur des apports considérés dans leur ensemble.

Sur cette base, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des apports pris dans son ensemble.

2.3 Avantages particuliers


Le contrat d'apport ne stipule aucun avantage particulier et nous n'avons pas eu connaissance d'aucun avantage de ce type.

3. Conclusion

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenu s'élevant à 176 000 Euros (cent soixante-seize-mille Euros), n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur de l'apport est au moins égale à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à Lille, le 20 décembre 2018

Le Commissaire aux apports
In Extenso Nord Audit



Patrice DESBONNETS

LA SA.

In Extenso

In Extenso Nord Audit

46 rue des Canonniers
BP 10237
59002 Lille cedex

Tél. : +33 (0)3 20 21 98 60
Fax : +33 (0)3 20 51 31 55
lillecanonniers@inextenso.fr
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
APPORTS SUR LES APPORTS
EFFECTUES PAR**

**Madame Stéphanie HUPEZ
à
La SAS SL2H**

In Extenso

In Extenso Nord Audit
46 rue des Canonniers
BP 10237
59002 Lille cedex

Tél. : +33 (0)3 20 21 98 60
Fax : +33 (0)3 20 51 31 55
lillecanonniers@inextenso.fr
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

SAS SL2H

Société par Actions Simplifiée
au capital de 1000 euros

ZAL de la Canarderie BAT B
62800 PONT A VENDIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Monsieur, Madame

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés de la société SAS « SL2H » en date du 3 décembre 2018 concernant les apports en nature devant être effectués par Madame Stéphanie HUPEZ à la société SAS « SL2H », nous avons établi le présent rapport prévu par l'article 223-9 du Code de commerce.

Les apports en nature ont été arrêtés dans le contrat d'apport signé par l'apporteuse.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées d'une part à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle corresponde au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, et d'autre part à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports,
2. Diligences et appréciation de la valeur des apports,
3. Conclusion.

2.

In Extenso

1. Présentation de l'opération et description des apports

1.1.1 Sociétés et personnes concernées

Apporteuse :

Madame Stéphanie HUPEZ née PLUQUIN, demeurant à RONCQ (59223), 56 rue Jules WATTEEUW.

De nationalité française, né à LILLE (59000), le 26 novembre 1972.

Mariée avec Monsieur Laurent HUPEZ sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 aout 1997 à Pérenchies, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Société dont les titres sont apportés :

La société SAS « 2 AF » est une Société par Actions Simplifiée au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 441 499 084 RCS ARRAS.

Son objet social porte principalement sur:

La fabrication de stores et d'articles de textiles de plein air, et accessoirement des différents articles s'y rapportant.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La participation, directe ou indirecte, de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Société bénéficiaire des apports

La société SAS « SL2H », est une Société par Actions Simplifiée au capital de 1000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 841 092 133 RCS ARRAS.

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise d'intérêt, sous quelque forme que ce soit, et notamment par souscription ou achat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts, titres cotés ou non cotés, dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit.
- L'assistance de ces sociétés et entreprises par la fourniture de services de toute nature, notamment sur le plan administratif, commercial, comptable, marketing, le financement, la gestion, le contrôle, la direction de ces sociétés et entreprises en vue de favoriser leur développement.
- La gestion de toutes participations, et l'activité de conseil aux entreprises en général.
- La propriété, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux, contrats de capitalisations et autres produits financiers portant intérêt ou tous autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscription de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation directe ou indirecte et la cession de tous procédés, brevets et marques.
- L'emprunt, le cautionnement simple ou hypothécaire nécessaire à la réalisation de l'objet social.

In Extenso

- Toutes opérations quelconques pouvant contribuer à la réalisation des activités précitées.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.
- Généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

1.1.2 Jouissance

La société bénéficiaire de l'apport aura la pleine propriété et la jouissance des actions apportées à compter de la date d'effet retenue par les associés de la décision relative à l'opération d'augmentation de capital par voie d'apports en nature.

1.1.3 Aspects juridiques,

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le contrat d'apport.

1.2 Désignation des éléments apportés

1.2.1 Actions

L'apporteuse, Madame Stéphanie HUPEZ, apporte en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, à la Société Bénéficiaire, ce qui est accepté pour le compte de celle-ci par Monsieur Laurent HUPEZ, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

83 actions qu'il détient dans le capital social de la société SAS « 2 AF », Société par Actions Simplifiée au capital de 56 000 euros, dont le siège social est situé : ZAL de la Canarderie Bat B 62880 PONT A VENDIN, immatriculée sous le numéro 441 499 084 RCS ARRAS.

Les actions apportées d'une valeur nominale de 80 €uros chacune, sont estimées à 500 €uros l'une en pleine propriété.

L'apporteuse atteste avoir la libre disposition des 83 actions apportées, lesquelles notamment ne sont pas affectées en garantie au profit de quiconque.

L'apporteuse déclare qu'il est propriétaire des 83 actions apportées pour les avoir acquises, lors de la souscription initiale au capital de la société « 2 AF ».

1.3 Evaluation des apports

La valorisation retenue pour l'apport des 83 actions sur les 700 actions composant la totalité du capital social de la SAS « 2 AF » a été arrêtée à 500 €uros par action, soit une valeur totale de quarante et un mille cinq cent €uros (41 500 €).

In Extenso

1.4 Rémunération des apports

L'apport des actions de la SAS « 2 AF » évalué globalement à la somme de quarante et un mille cinq cent Euros (41 500 €) est consenti moyennant la rémunération suivante :

Attribution à Madame Stéphanie HUPEZ de quarante et un mille cinq cent (41 500) actions nouvelles entièrement libérées à créer par la Société Bénéficiaire d'une valeur nominale d'un Euro chacune pour un montant de quarante et un mille cinq cent Euros (41 500 €).

1.5 Droits des parts sociales nouvelles

Les 41 500 actions nouvelles seront créées avec jouissance dans les conditions fixées au paragraphe 1.1.2 du présent rapport.

1.6 Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée aux conditions suspensives suivantes :

- Etablissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels, rapport qui sera déposé 8 jours au moins avant la date de l'assemblée générale devant statuer sur l'augmentation de capital au Greffe du Tribunal de commerce.
- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale des associés.
- La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, à défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission, pour apprécier la valeur attribuée à ces apports et s'assurer que ceux-ci ne sont pas surévalués.

Nous nous sommes entretenus avec les représentants du cabinet TRIGONE CONSEIL ayant traité l'évaluation des apports dont Madame Sophie LOYE ayant traité les aspects juridiques, afin de comprendre l'opération envisagée ainsi que le contexte juridique et économique dans lequel elle se situe.

Nous avons vérifié la réalité des éléments transmis à la société bénéficiaire des apports.

Nous avons vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant.

Nous avons pris connaissance de l'activité de la société « 2AF » depuis la clôture des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 avec la situation comptable au 30 novembre 2018.

2.1 Appréciation des valeurs individuelles

Nous avons examiné la valeur proposée, pour les actions de la société SAS « 2 AF » détenues par Madame Stéphanie HUPEZ et faisant l'objet dudit contrat d'apport.

Le capital de la société SAS « 2 AF » est composé de 700 actions dont 83 actions sont apportées à la SAS « SL2H ».

In Extenso

Nous avons analysé l'évolution de la société SAS « 2 AF » au travers de ses comptes sociaux au 31 décembre 2017 tels qu'ils nous ont été transmis par le Cabinet TRIGONE CONSEIL et la situation comptable au 30 novembre 2018.

Nous avons comparé la valeur retenue pour les actions apportées décrite dans le contrat d'apport avec différentes méthodes d'évaluation patrimoniale, d'EBE « reconstitué » et chiffre d'affaires et de capitalisation et nous nous sommes assurés que la méthode retenue pour les apports s'élève au minimum à 41 500 Euros au regard des perspectives et de l'environnement future de l'officine.

Nous nous sommes assurés, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de faits ou d'événements significatifs susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

L'approche proposée n'appelle pas d'observation de notre part.

2.2 Approche directe de la valeur des apports

Nous avons rapproché directement la valeur des apports considérés dans leur ensemble.

Sur cette base, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des apports pris dans son ensemble.

2.3 Avantages particuliers


Le contrat d'apport ne stipule aucun avantage particulier et nous n'avons pas eu connaissance d'aucun avantage de ce type.

3. Conclusion

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenu s'élevant à 41 500 Euros (quarante et un mille cinq cent Euros), n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur de l'apport est au moins égale à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à Lille, le 20 décembre 2018

Le Commissaire aux apports
In Extenso Nord Audit



Patrice DESBONNETS

SL2H

Société par Actions Simplifiée au capital de 218 500 euros
Siège Social : ZAL de la Canarderie Bat B
62880 Pont à Vendin

841 092 133 RCS ARRAS

**STATUTS MIS A JOUR SUITE
A ASSEMBLEE GENERALE
DU 31 DECEMBRE 2018**

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Laurent HUPEZ

Né le 09/08/1975 à Lille (59)

De nationalité Française

Demeurant au 56 rue Jules Watteeuw, 59223 Roncq

Marié avec Madame Stéphanie PLUQUIN sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 aout 1997 à Pérenchies, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Madame Stéphanie HUPEZ née PLUQUIN

Née le 26/11/1972 à Lille (59)

De nationalité Française

Demeurant au 56 rue Jules Watteeuw, 59223 Roncq

Mariée avec Monsieur Laurent HUPEZ sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 aout 1997 à Pérenchies, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Lesquels ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société devant exister entre eux et toute autre personne pouvant acquérir la qualité d'associé.

TITRE I FORME – DENOMINATION SOCIALE - OBJET – SIEGE SOCIAL DUREE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – FORME SOCIALE

Il est formé, entre les propriétaires des actions, ci-après créées, et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : SL2H

Dans tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise d'intérêt, sous quelque forme que ce soit, et notamment par souscription ou achat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts, titres cotés ou non cotés, dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit.

- L'assistance de ces sociétés et entreprises par la fourniture de services de toute nature, notamment sur le plan administratif, commercial, comptable, marketing, le financement, la gestion, le contrôle, la direction de ces sociétés et entreprises en vue de favoriser leur développement.
- La gestion de toutes participations, et l'activité de conseil aux entreprises en général.
- La propriété, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux, contrats de capitalisations et autres produits financiers portant intérêt ou tous autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscription de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation directe ou indirecte et la cession de tous procédés, brevets et marques.
- L'emprunt, le cautionnement simple ou hypothécaire nécessaire à la réalisation de l'objet social.
- Toutes opérations quelconques pouvant contribuer à la réalisation des activités précitées.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.
- Généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au ZAL de la Canarderie Bat B 62880 Pont à Vendin.

Il pourra être transféré sur tout le territoire français par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la plus proche décision collective des Associés.

ARTICLE 5 – DUREE

Sauf hypothèse particulière de prorogation ou de dissolution anticipée, la Société est constituée pour une durée de 99 années consécutives à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social débutera au jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2019.

TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 7 – APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les Associés ont effectué, dans les conditions et les proportions exposées ci-après, les apports suivants :

- Monsieur Laurent HUPEZ, a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant de cinq cent dix euros (510 euros) correspondant à la souscription et à la libération intégrale de 510 actions.
- Madame Stéphanie HUPEZ, a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant de quatre cent quatre-vingt-dix euros (490 euros) correspondant à la souscription et à la libération intégrale de 490 actions.

Soit une somme totale de mille euros (1 000 €).

La somme a été déposée, conformément à la loi, le 12 avril 2018 au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque SOCIETE GENERALE, ainsi que l'atteste le certificat délivré par le dépositaire.

Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 217 500 euros par création de 217 500 actions nouvelles d'une valeur de 1 euro émises au prix de 1 euro, correspondant à la rémunération de l'apport en nature consenti par Monsieur et Madame HUPEZ respectivement de 352 et 83 actions de la SAS 2AF.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent dix huit mille cinq cents (218 500) euros et divisé en 218 500 actions toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de un euro (1 euro) intégralement libérées

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

9.1 Augmentation de capital

Par une décision collective des Associés prise sur le rapport du Président, le capital social de la Société peut être augmenté par tous procédés prévus par la loi, soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Il peut également, selon les modalités énumérées par le Code de commerce, être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les actions nouvelles peuvent être libérées soit en numéraire, y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apports en nature, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices, soit encore par l'effet d'une scission ou d'une fusion.

Elles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission. Dans ce dernier cas la collectivité des Associés fixe et détermine, dans la décision portant augmentation de capital, le montant ainsi que l'affectation de la prime.

En outre en cas d'augmentation de capital en numéraire, les Associés ont, sauf hypothèses particulières envisagées par la loi, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Les Associés par décision collective peuvent déléguer au Président les compétences ou les pouvoirs afin de décider ou de réaliser une augmentation de capital.

9.2 Réduction du capital

La collectivité des Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président, peut décider, sans toutefois pouvoir porter atteinte à l'égalité des Associés, de réduire, par tous procédés envisagés par la loi et les règlements, le capital social de la Société.

Les Associés par décision collective peuvent déléguer au Président la réalisation de la réduction de capital ainsi que la modification corrélative des statuts.

S'il existe des Commissaires aux comptes, le projet de réduction du capital doit leur être communiqué afin qu'ils fassent connaître leur appréciation sur les causes et les conditions de la réduction.

En cas de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de dépôt au greffe du procès-verbal de délibération, bénéficient d'un droit d'opposition dont les modalités sont fixées par règlements.

ARTICLE 10 – SOUSCRIPTION – REPRESENTATION DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions émises par la Société résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires dans les comptes individuels tenus par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Elles sont souscrites en totalité par les Associés et sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les actions représentant des apports en numéraire sont libérées quant à elle d'au moins la moitié de leur valeur lorsqu'elles sont souscrites lors de la constitution et du quart lors de toute augmentation de capital ultérieure. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la Président, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans, à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

A peine de nullité de l'opération, le capital social doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte au Président de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

La Société peut émettre des actions en rémunération d'apports en industrie. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

ARTICLE 11 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'une action indivise sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Règles de convocation et droit de vote en cas de démembrement de propriété des actions

En cas de démembrement de propriété des actions, le nu-proprétaire et l'usufruitier sont convoqués à toutes les assemblées générales

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-proprétaire, excepté pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Dans tous les cas, en sa qualité d'Associé, le nu-proprétaire bénéficie du droit de participer à toutes les assemblées générales, quand bien même il ne pourrait pas voter.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

L'Associé unique ou le cas échéant, les Associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les Associés.

Les droits et obligations attachés à chaque action les suivent dans quelques mains qu'elle passe.

ARTICLE 13 – LOCATION – CESSION – TRANSMISSION DES ACTIONS

13.1 Location d'actions

La location des actions est interdite.

13.2 Cession d'actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Clause d'agrément

Toute transmission par quelque moyen que ce soit d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital est soumise, sauf lorsqu'elle est réalisée au profit d'un Associé, à l'agrément préalable de la collectivité des Associés statuant aux conditions et modalités prévues pour les décisions collectives ordinaires.

La demande d'agrément qui doit contenir les informations sur le cessionnaire proposé (les nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination sociale, le lieu de son siège social, son numéro RCS, son montant du capital social ainsi que l'identité de ses associés et dirigeants sociaux), le nombre de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert est notifiée au Président par acte extrajudiciaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Dans les 2 mois de la réception de cette notification, le Président convoque l'assemblée générale ou, le cas échéant consulte par écrit les Associés sur ce projet.

Dans le délai de 3 mois qui suit l'envoi de la notification de la demande d'agrément, la décision des Associés doit être portée par le Président à la connaissance du cédant par acte extrajudiciaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

A défaut de réponse dans le délai susvisé, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément n'ont pas à être motivées.

Lorsque la cession est agréée celle-ci doit s'effectuer dans les conditions indiquées dans la demande et être réalisée dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de l'agrément. En l'absence de réalisation dans ce délai, la cession projetée doit de nouveau être soumise à la procédure d'agrément.

Au contraire, lorsque la cession n'a pas été agréée, le Président est tenu dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les titres, soit par les Associés, soit par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société elle-même.

Le prix d'achat est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut, le prix des titres est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment renoncer au transfert de ses titres.

Sauf prolongation du délai par décision de justice, si à l'expiration du délai de trois (3) mois prévu pour faire acquérir les titres, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toute cession réalisée en violation de la présente clause est nulle.

TITRE III

DIRECTION – CONVENTIONS – COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 14 – PRESIDENT

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non de la Société.

14.1 Nomination du Président

Le Président est renouvelé et nommé par décision collective ordinaire des Associés.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Le premier Président sera nommé dans les plus brefs délais suivant la signature des présents statuts.

14.2 Cumul avec un contrat de travail

Le cumul des fonctions de Président avec celles d'un contrat de travail n'est autorisé que lorsque ce dernier correspond à un emploi effectif.

14.3 Rémunération du Président

Le Président, en contrepartie de la responsabilité et de la charge attachée à ses fonctions, peut être rémunéré sur décision collective des Associés statuant aux conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.

Le Président a droit au remboursement de ses frais de déplacements ou de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

14.4 Pouvoirs du Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président. Ce dernier est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, dans la limite de l'objet social, au nom de la Société.

Dans la limite de ses attributions, le Président peut conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'actes déterminés au nom de la Société. Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

14.5 Responsabilité du Président

Le Président est responsable, envers la Société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions législatives ou



réglementaires en vigueur, des violations des présents statuts ainsi que des fautes commises dans sa gestion.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

14.6 Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de Président cessent par incompatibilité, incapacité, déconfiture, faillite personnelle, interdiction de gérer, arrivée du terme, démission, révocation ou décès ou s'il s'agit d'une personne morale, par sa dissolution.

Le Président peut démissionner de ses fonctions, sous réserve du respect d'un préavis de 1 mois, lequel pourra le cas échéant être réduit d'un commun accord avec l'organe habilité à pourvoir à son remplacement.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à l'ensemble des Associés par tout moyen de communication écrit (lettre simple, lettre recommandée avec demande d'avis de réception, courrier électronique,...).

Le Président est révocable de ses fonctions à tout moment sans qu'il soit nécessaire de motiver la décision par un juste motif.

Le Président révoqué n'a droit à aucune indemnisation.

14.7 Comité social et économique

Le comité social et économique, s'il en existe, exerce les droits prévus par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

ARTICLE 15 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Le Président peut être assisté d'un ou de plusieurs Directeurs généraux personne physique ou morale choisis parmi les Associés ou en dehors d'eux.

Le Directeur général personne morale, est représenté par ses dirigeants sociaux qui sont soumis aux mêmes conditions et obligations que s'ils étaient Directeur général en leur nom propre.

15.1 Nomination des Directeurs généraux

Les Directeurs généraux sont renouvelés et nommés par décision collective ordinaire des Associés.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

La durée du mandat de Directeur général est fixée pour une durée indéterminée.

Le(s) premier(s) Directeur général(s) sera (seront) nommé(s) dans les plus brefs délais suivant la signature des présents statuts

15.2 Cumul avec un contrat de travail

Le cumul des fonctions de Directeur général avec celles d'un contrat de travail n'est autorisé que lorsque ce dernier correspond à un emploi effectif.

15.3 Rémunération des Directeurs généraux

Les Directeurs généraux, en contrepartie de la responsabilité et de la charge attachée à leurs fonctions, peuvent, par décision collective ordinaire des Associés percevoir une rémunération. Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.

LA

En outre les Directeurs généraux ont droit, sur présentation de toutes pièces justificatives, au remboursement de leurs frais de déplacements ou de représentation engagés dans l'intérêt de la Société.

15.4 Pouvoir des Directeurs généraux

Tout comme le Président, les Directeurs généraux représentent la Société.

Aussi dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes des Directeurs généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Directeurs généraux peuvent, dans la limite de leurs attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'actes déterminés au nom de la Société.

Ces délégations subsistent lorsqu'ils viennent à cesser leurs fonctions à moins que leurs successeurs ne les révoquent.

15.5 Responsabilité des Directeurs généraux

Les Directeurs généraux sont responsables, envers la Société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des présents statuts ainsi que des fautes commises dans leur gestion.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.6 Cessation des fonctions de Directeur général

Les fonctions de Directeur général cessent par incompatibilité, incapacité, faillite personnelle, interdiction de gérer, arrivée du terme, démission, révocation, décès ou, s'il s'agit d'une personne morale, par sa dissolution.

Un Directeur général peut démissionner de ses fonctions, sous réserve du respect d'un préavis de 1 mois, lequel pourra le cas échéant être réduit d'un commun accord avec l'organe habilité à pourvoir à son remplacement.

La démission d'un Directeur général n'est recevable que si elle est adressée à l'ensemble des Associés par tout moyen de communication écrit (lettre simple, lettre recommandée avec demande d'avis de réception, courrier électronique, ...).

Un Directeur général est révocable de ses fonctions à tout moment par décision collective des associés sans qu'il soit nécessaire de motiver la décision par un juste motif.

Un Directeur général révoqué n'a droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS PASSES ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

16.1 Conventions réglementées

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%) ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doivent être portées à la connaissance du Président ou, le cas échéant du Commissaire aux comptes, dans un délai d'un (1) mois suivant leur conclusion.

Le Président ou, le Commissaire aux comptes s'il y en existe un, établit et présente aux Associés un rapport sur lesdites conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des Associés étant alors amenée, lors de la consultation annuelle sur les comptes sociaux, à statuer sur ce rapport.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Toutefois, et par exception, les conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (article L. 227-11 du Code de commerce), ne sont pas concernées par cette procédure spécifique.

16.2 Conventions interdites

En application de l'article L. 227-12 du Code de commerce, à peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux autres dirigeants, personnes physiques ou, à leurs représentants permanents s'il s'agit de personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle, leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes précédemment visées ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 17 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par la collectivité des Associés d'un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Les Commissaires aux comptes sont désignés par l'assemblée générale ordinaire ou l'Associé unique.

Lorsque le Commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.

Les fonctions du Commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après l'approbation des comptes par l'assemblée générale

Ils sont nommés pour une durée de six (6) exercices sociaux, leurs fonctions expirant à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés, ou le cas échéant de l'Associé unique, appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice.

TITRE IV DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 18 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Lorsque la Société est unipersonnelle, l'Associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des Associés. L'Associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

18.1 Compétence

a) L'Associé unique ou la collectivité des Associés prend les décisions qui concernent les opérations suivantes :

LH

- modification des statuts sauf stipulations particulières pour le changement de siège social ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ;
- dissolution ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats et toute décision de distribution (à l'exclusion des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du Président) ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- transformation de la Société ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- autorisation des décisions du Président visées dans les présents statuts ;
- nomination, fixation de la rémunération, limitations de pouvoirs et révocation du Président ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- sauf stipulation contraire des présents statuts, agrément des cessions d'actions.

Lorsque les lois ou règlements en vigueur l'exigent, la collectivité des Associés ou l'Associé unique statue également sur certaines conventions conclues entre la Société, le Président ou autres dirigeants ou un Associé.

b) Sauf stipulations expresses contraires prévues dans les autres dispositions des présents statuts ou par la loi ou les règlements en vigueur, toutes les décisions autres que celles de la compétence du ou des Associés en application du a) ci-dessus sont de la compétence du Président.

18.2 Forme

a) Décisions collectives ordinaires

Sont de nature ordinaire toutes les décisions collectives qui ne modifient pas les statuts de la Société.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des voix composant le capital social.

b) Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions entraînant une modification directe ou indirecte des statuts.

Les décisions collectives extraordinaires sont adoptées à la majorité de deux tiers au moins des voix composant le capital social.

18.3 Information préalable des Associés

Quel que soit le mode de consultation, toutes décisions des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et information nécessaires leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

18.4 Modalités

Les décisions collectives résultent, de la réunion d'une assemblée générale, d'une consultation écrite des Associés ou encore, du consentement unanime des Associés exprimé dans un acte authentique ou sous seing privé.

Assemblées générales

La tenue d'une assemblée générale est obligatoire, dans tous les cas prévus par la loi, notamment lors de la consultation annuelle des Associés appelés à se prononcer sur l'approbation des comptes sociaux ou, lorsque la réunion est demandée par un ou plusieurs Associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des Associés, le dixième des actions.

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou, à défaut par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout Associé.

Lorsque la Société est en liquidation, les assemblées sont convoquées par le liquidateur.

Lorsque les décisions collectives résultent de la tenue d'une assemblée générale, la convocation doit être adressée par tous moyens de communication écrit (lettre simple, télécopie, e-mail, ...) à l'ensemble des Associés 8 jours au moins avant la date de la réunion, à leur dernière adresse postale ou électronique communiquée à la Société. Néanmoins en cas d'accord unanime des associés, une assemblée générale peut valablement se tenir sans délai.

La lettre de convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu et l'heure de l'assemblée.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Toute assemblée, irrégulièrement convoquée, peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable, lorsque tous les Associés étaient présents ou représentés.

La présidence de l'assemblée est assurée par le Président ou, si celui-ci n'est pas Associé, par l'Associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre d'actions. Si deux Associés possédant ou représentant le même nombre d'actions sont acceptants, la présidence revient au plus âgé.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le Président et, le cas échéant, par le président de l'assemblée. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les Associés présents et par les mandataires des Associés représentés.

Les Associés sont autorisés à participer aux assemblées générales par visioconférence ou par des moyens de télécommunication dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur. Les Associés participant aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Conformément à la loi, cette possibilité de participer à distance aux assemblées générales est exclue pour les assemblées approuvant les comptes annuels et les comptes consolidés.

Consultations écrites

Lorsqu'il est procédé à une consultation écrite, le Président transmet aux Associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que tous les documents nécessaires à leur information.

Le ou les Associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la lettre de consultation pour émettre leur vote par écrit, ce vote étant exprimé pour chaque résolution par les mots « oui » ou « non ».

Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme s'étant abstenu.

Les règles de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales s'appliquent également aux consultations écrites.

Acte sous seing privé ou notarié

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une assemblée générale peuvent résulter du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte.

18.5 Participation aux décisions collectives et représentation

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose à ce titre d'un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède.

A moins que la Société ne comprenne que les deux époux, un Associé peut valablement se faire représenter par son conjoint.

De la même manière il peut se faire représenter par un autre Associé à condition que la Société comprenne plus de deux Associés.

LA

18.6 Procès-verbaux

Les décisions collectives des Associés, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le Président et, le cas échéant par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer la date et le lieu de réunion, le nom, le prénom et la qualité du président, les noms et prénoms des Associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Le cas échéant, ils doivent faire état de la survenance d'un incident technique relatif à la visioconférence ou à la télécommunication électronique lorsqu'il a perturbé le déroulement de l'assemblée.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu soit au siège social et coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux, peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle est jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

TITRE V COMPTES SOCIAUX ANNUELS – AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 19 – COMPTES SOCIAUX ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, en conformité avec les exigences légales, le Président, arrête l'inventaire, les comptes annuels et, si besoin, les comptes consolidés, dresse un rapport de gestion, ainsi que, le cas échéant un rapport de gestion de groupe.

La collectivité des Associés, devant, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, être réunie en vue de se prononcer sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul Associé, celui-ci est le seul compétent pour se prononcer sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et les cas échéant du rapport du Commissaire aux comptes.

ARTICLE 20 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait sur ce bénéfice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital initial. Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital initial.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

L'Associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des Associés, a la faculté de constituer tous postes de réserves générales ou spéciales dont elle détermine, s'il y a lieu, l'emploi.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

Dans les conditions légales et réglementaires il peut être distribué, avant l'approbation des comptes de l'exercice, des acomptes sur dividendes.

Les Associés statuant sur les comptes de l'exercice ont la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

TITRE VI PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 21 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la collectivité des Associés doit être réunie dans les conditions requises pour la modification des statuts, à l'effet de statuer sur la prorogation ou non de la durée de la Société. Lorsque la Société n'a qu'un seul Associé, ce dernier doit statuer sur la prorogation ou non de la Société dans les mêmes délais.

ARTICLE 22 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La Société est dissoute en vertu d'une décision de l'Associé unique ou le cas échéant, d'une décision collective extraordinaire des Associés, d'une décision judiciaire pour juste motifs ou, d'une manière générale pour toutes les causes prévues par les dispositions légales en vigueur.

En revanche, elle ne l'est pas en cas de décès de l'un de ses Associés, ni même lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, d'interdiction de gérer ou de mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un d'eux.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société n'est pas prononcée.

Lorsque la dissolution est prononcée la Société entre en liquidation. Il est pourvu à cet effet à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs choisis parmi les Associés ou en dehors d'eux.

La dénomination sociale de la Société est suivie de la mention "société en liquidation". Cette mention ainsi que le ou les noms des liquidateurs devant figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Après le paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les Associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices.

TITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 – PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Est annexé aux présents statuts un état des actes accomplis au nom de la Société en formation mentionnant l'engagement qui en résulte pour la Société.

Mandat est donné à Monsieur Laurent HUPEZ à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- Payer les frais, droits et honoraires relatifs à la constitution de la société,
- Passer tous marchés,
- Et d'une façon générale, faire tous actes commerciaux conformément à l'objet de la société,
- A cet effet, passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Laurent HUPEZ ainsi qu'au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- Signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,
- Procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent,
- Effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés,
- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 24 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites sont à la charge de la Société.

ARTICLE 25 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui peuvent s'élever au cours de la vie sociale ou au cours de la liquidation de la Société, soit encore entre les Associés et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Certifié conforme
Le Président

